

En Catalogne, une Gauche républicaine renforcée à la pointe de l'indépendantisme

Christian Hoarau

Publié le 7 juin 2019 – Mis à jour le 24 juin 2019

Au terme de l'intense cycle électoral de 2019 (législatives, municipales, régionales et européennes), le Parti socialiste (PSOE) s'affirme comme la première force politique en Espagne, tout comme le parti indépendantiste Esquerra Republicana de Catalunya (ERC- Gauche républicaine catalane) en Catalogne. Les résultats catalans montrent donc une similitude avec l'Espagne : une victoire de la gauche sur la droite. Ils confirment également que le séparatisme divise toujours la Catalogne en deux et que la lutte fratricide au sein de l'indépendantisme rend plus complexe toute tentative de solution à la crise institutionnelle. Depuis le début du processus indépendantiste en 2011-2012, l'enjeu n'est pas tant l'indépendance que l'hégémonie du pouvoir politique.





Catalogne

L'analyse des résultats des élections municipales et européennes en Catalogne répond à trois questions différentes relatives aux choix des Catalans :

à qui ont-ils donné leur confiance pour gérer les municipalités ?

Quelles sont les raisons du vote dual entre les européennes et les municipales ?

Qui sera le maire de Barcelone ?

ERC, une hégémonie fragile dans un camp indépendantiste renforcé

Les résultats des élections municipales du 26 mai dernier en Catalogne coïncident avec ceux des législatives. ERC est devenue la principale force politique aussi bien en suffrages qu'en nombre de sièges. Ce parti a obtenu 23,5 % des voix, soit une progression de 7 points par rapport à 2015, et 3 086 conseillers municipaux, **soit un gain de 706 sièges**.

ERC est arrivé en tête dans les principales villes, notamment à Barcelone, Tarragone et Lleida. Son résultat est du même ordre qu'aux législatives (24,5 % des suffrages), soit 15 sièges sur 48, et pour la première fois depuis 1931 un parti indépendantiste dispose devient la principale force catalane au Cortès.

ERC a devancé le parti socialiste catalan (PSC), avec 21,9 % des voix et 1 308 conseillers municipaux, et encore plus nettement *Junts per Catalunya* (Ensemble pour la Catalogne), la formation de Carles Puigdemont, qui n'a obtenu que 15,3 % des voix (en chute de 6 points) et 2 776 conseillers municipaux (une perte de 560 sièges). Le successeur du parti nationaliste de Jordi Pujol et Artur Mas poursuit ainsi son déclin électoral.

Le mouvement *En Comú Podem* (ECP affilié à Podemos, gauche radicale) est arrivé en quatrième position en Catalogne avec 8,7 % des voix (en baisse de plus 3 points) et 258 conseillers (contre 370 en 2015), et après Ciudadanos (C's) avec 5,1 % des suffrages (en baisse de 2,3 points) et 239 conseillers (un gain de 64 sièges).

Deux conclusions s'imposent. Tout d'abord, dans une carte électorale fragmentée les Catalans ont confié la gestion de leurs municipalités à deux partis dominants et antagoniques : l'ERC indépendantiste et le PSC unioniste (ou constitutionnaliste). La seconde : en Catalogne, ERC prend le leadership de l'indépendantisme face à JxCAT (ancienne Convergence) divisée en interne et en déclin depuis 2011.

Un vote dual : la victoire symbolique de Puigdemont aux élections européennes

Les résultats des élections européennes du 26 mai confirment, mais seulement en partie, le constat des municipales. Car la liste Carles Puigdemont arrive en tête avec 28,6 % des voix devant le PSC (22,1 %) et ERC (21,2 %).

Dans le camp indépendantiste, on constate un vote dual. En Catalogne, les électeurs préfèrent confier le gouvernement des municipalités à ERC, tandis que pour le Parlement européen leur choix s'est porté en priorité sur JxCAT. Il s'agit certes d'une victoire personnelle de Puigdemont face Oriol Junqueras (ERC), mais elle demeure purement symbolique.

Comment expliquer ce vote dual des électeurs catalans ?

D'abord, Puigdemont a fait campagne librement dans les médias catalans depuis Bruxelles, tandis que Junqueras, en détention provisoire depuis plus d'un an et demi et en cours de jugement devant la Cour suprême, s'est exprimé avec beaucoup plus de difficulté.

Ensuite, la campagne du Parti populaire et de Ciudadanos (C's) pour interdire la participation de Puigdemont aux élections européennes a probablement contribué au score de sa liste.

Enfin, depuis l'application de l'article 155 de la Constitution en Catalogne (suspension de l'autonomie catalane entre décembre 2017 et mai 2018), les critiques contre les institutions espagnoles se sont amplifiées. Cette protestation contre l'Espagne favorise le radicalisme jusqu'au-boutiste de Puigdemont par rapport au réalisme et pragmatisme de Junqueras.

Les électeurs indépendantistes considèrent peut-être que Puigdemont a plus de liberté depuis Bruxelles. Ils savent aussi que Puigdemont ne pourra pas exercer son mandat de député européen. Si sa victoire personnelle n'a qu'une portée symbolique, elle rend plus fragile l'hégémonie de ERC et constitue un frein à son évolution vers plus de pragmatisme.

Au total, les partis indépendantistes ont obtenu près de 50 % des suffrages aux élections européennes en Catalogne, alors que pour les municipales et les législatives leur score ne dépasse pas 40 %. On constate ainsi que la force des indépendantistes varie selon le type de consultation. En ce sens, les résultats de Barcelone sont significatifs.

La bataille de Barcelone : succès de ERC, échec prévisible de Manuel Valls

Frère de l'ancien maire de Barcelone, qui a organisé les JO de 1992, Ernest Maragall (ERC) est arrivé en tête avec 21,35 % des suffrages devant Ada Colau (BCN en Comú-Gauche radicale) avec 4 833 voix d'avance mais *ex aequo* en nombre d'élus (soit 10 chacun). Le succès de Maragall, qui a doublé son nombre de conseillers municipaux par rapport à 2015, renforce ERC comme force indépendantiste de référence.

La liste conduite par l'ancien premier ministre français Manuel Valls, « Barcelone pour le changement » (*Barcelone Canvi*), soutenue par C's arrive en quatrième position avec 13,5 % des voix (6 élus), derrière le Parti socialiste catalan (8 élus contre 4 en 2015). Manuel Valls qui se voyait déjà remporter la mairie de Barcelone a reconnu son échec. La surprise à laquelle il croyait ne s'est pas produite. En vérité, son échec était prévisible. D'autant que les sondages de juillet 2018 le créditaient de 10 % des voix !

Le futur maire sera élu le 15 juin prochain. Il est probable qu'Ada Colau renouvellera son mandat car elle dispose des soutiens nécessaires et parce qu'il n'existe pas d'arithmétique alternative. Son dilemme est de passer un pacte avec ERC, comme le lui propose Maragall, ou avec le PSC et Valls, ou encore de former – comme elle le souhaite – un gouvernement tripartite, ERC, BCN en Comú et PSC.

En définitive, le parti central au sein du mouvement indépendantiste est bien ERC, mais son hégémonie politique reste fragile car la victoire symbolique de Puigdemont l'empêche d'aller plus loin dans le pragmatisme. Néanmoins, ERC qui contrôle une partie de la Catalogne, pourrait très bien imposer des élections anticipées dans un délai rapproché, les remporter et ainsi contrôler la Généralité.

Christian Hoarau est l'auteur de « La Catalogne : sortir du labyrinthe in Le retour des populismes (Éditions de la Découverte, 2018) et de « La question catalane- Nationalisme, populisme, séparatisme » (L'harmattan, à paraître).

Christian Hoarau, Professeur au Cnam et à l'Université UPF de Barcelone, *Conservatoire national des arts et métiers (CNAM)*

Cet article est republié à partir de [The Conversation](#) sous licence Creative Commons. Lire l'[article original](#).

 | Europe | International | Société

<http://lirsa.cnam.fr/blog/en-catalogne-une-gauche-republicaine-renforcee-a-la-pointe-de-l-independantisme-1092469.kj>